

3.
Legation de Suisse
en France

Paris, le 13 Janvier 1898
15^{bis} rue de Marignan

N^o 1/98

15 Jan 98
Mettre en circulation ✓
R

Prière de rappeler
le numéro ci-dessous

Monsieur le Président,

J'ai dit hier à M^r: Hanotang que nous n'avions nullement l'intention d'envoyer une escadre dans les mers de Chine, que nous étions fort reconnaissants à la France de la protection accordée par elle dans ces parages à nos compatriotes, où ils sont admis à siéger comme les Français dans les Conseils municipaux des concessions françaises, de Shanghai etc., que la Suisse ne comptait nullement donner sa garantie à un emprunt chinois, et que s'il me permettait de lui demander quelques renseignements sur la situation créée par la

Département
politique fédéral

Berne



main-mise de l'Allemagne sur la baie de Triaos, dans la province de Tchan-Tung, c'était uniquement dans le désir de posséder quelques jalons pouvant me guider dans l'appréciation de la politique générale et de ne pas me trouver dans une nuit obscure.

Le Ministre m'a répondu qu'en somme il estimait qu'on pouvait prendre les choses très calmement; la Chine est un Etat immense, plus ou moins amorphe. Certaines puissances européennes se sont installées sur ses flancs et tentent lentement d'organiser la pénétration de leur industrie et de leur commerce dans les territoires chinois avoisinants. D'autres ont occupé plus ou moins officiellement certains points de la côte. L'Allemagne et la Russie ont voulu en faire autant. En raison de la jalousie qui est dans la nature humaine, il est possible que dans quelques mois ou dans quelques années, au fur et à mesure des circonstances chinoises et des progrès

des nouvelles venues, les puissances européennes plus anciennement installées en Chine demandent, obtiennent ou prennent ce qu'on est convenu d'appeler des compensations. Sous quelle forme? On ne le sait pas. Cela peut être obtenu sous forme de concessions de chemins de fer, ou de tarifs, ou de prise à bail des impôts de certaines régions comme garantie de prêt. Ce qui domine la situation, c'est la peur absolue des puissances européennes d'une grande guerre entre elles; d'où il suit qu'en Chine comme ailleurs on se tâte, on sonde prudemment la route et on s'arrange à ne rien casser. En résumé, il n'y a pas d'inquiétude à avoir pour la paix.

J'ai demandé à M^r. Hanotaux si, en dehors des puissances européennes, le Japon ne pourrait pas jouer le rôle de trouble-fête. Le Japon peut avoir un intérêt à ne pas attendre l'achèvement du chemin de fer transsibérien et le renforcement des Russes sur les côtes de l'Océan Pacifique, à détruire actuellement

la flotte russe dans ces parages, à brûler Vladivostok et à s'emparer de la Corée. S'ils veulent tenter un mauvais coup, ils n'ont pas de profit à attendre. Connait-on leurs pensées de derrière la tête et la valeur effective de leurs forces apparentes, lorsqu'elles se trouveraient en présence, non plus de Chinois mais d'Européens ?

M. Hanotaux ne croit pas du tout au danger d'une attaque des Japonais contre les possessions russes. Même si la Russie était laissée à ses propres forces et si les Japonais étaient actuellement les plus forts, ils se rendent parfaitement compte qu'il pourrait s'agir seulement d'un succès momentané et qu'au bout de 3 ou 4 ans le colosse russe les expulserait du continent asiatique et les écraserait aussi lentement et aussi sûrement qu'un rouleau à vapeur écrase le gravier sur une route.

Quant aux négociations pour un emprunt destiné à fournir des fonds à la Chine, il paraît qu'elles

doivent aboutir à Londres et à Berlin plutôt qu'à Paris. La place de Paris avait précédemment donné beaucoup d'argent aux Chinois par l'entremise des Russes. M. Hanotaux paraît n'attacher au point de vue politique qu'un intérêt secondaire, et même très secondaire, à cette question d'emprunt, quant à présent tout au moins.

En résumé, j'ai rapporté de mon entretien avec le Ministre français des Affaires Étrangères l'impression qu'à son avis on peut et doit, au point de vue européen et suisse, regarder avec calme se développer les événements d'extrême-orient.

Agitez, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération

Le Ministre de Suisse:

Lardy